L'emploi des étrangers divise les think tanks

Véronique Chocron

Terra Nova réfute un rapport de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie

Le bras de fer est engagé, à six mois de l'élection présidentielle. Pour la première fois, le groupe de réflexion progressiste Terra Nova publie, mercredi 21 octobre, une étude dont l'objet est de réfuter le travail d'un autre laboratoire d'idées, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID). Celui-ci, financé notamment par le fonds Périclès, du milliardaire réactionnaire Pierre-Edouard Stérin, publie depuis sa création en 2020 des études traitant du sujet de l'immigration.

Parmi ses parutions, plusieurs ne cachent pas l'orientation politique de celui-ci : « Le coût de l'immigration pour les finances publiques », « Les Turcs en France : un "isolat" ? », « Politiques d'immigration : le gouvernement des juges ? » ou « L'asile, une voie d'immigration hors de contrôle ».

Le 9 juillet, l'OID a publié « Immigration et emploi en France : radiographie d'un déficit », concluant qu'en moyenne les immigrés travaillent moins souvent que les non-immigrés, et qu'aux âges les plus favorables, les écarts d'emploi sont de plus de 15 points entre les Français de naissance et les personnes de nationalité extra-européenne. *« Alors que le débat sur "l'immigration de travail" revient sur le devant de la scène à l'approche de l'élection présidentielle de 2027, la question de l'intégration effective des personnes issues de l'immigration dans l'activité économique se pose de façon accrue »*, précisait l'OID.

C'est à cette étude que Terra Nova a décidé de répondre, en pointant des *« manipulations, omissions et conclusions trompeuses »*. Pourquoi se lancer dans une bataille entre cercles de réflexion ? *« L'Observatoire de l'immigration et de la démographie n'est pas n'importe quel think tank, je suis même gêné qu'on utilise le même terme pour nous désigner eux et nous. Terra Nova n'est pas, comme l'OID, au service de ceux qui le financent, ni au service d'un projet idéologique radical*, avance Thierry Pech, le directeur général de Terra Nova. *Les études de l'OID sont faites de façon à valider les conclusions du projet idéologique de la révolution nationale, portée par MM. Stérin et* [Vincent] *Bolloré, et le Rassemblement national de Marine Le Pen ». « C'est un procès d'intention qui n'est pas très original. Aucun de nos donateurs ne donne de consigne à l'OID »*, réplique Nicolas Pouvreau-Monti, le directeur général et cofondateur de l'OID.

Photographie statique

Dans son rapport « Immigration et emploi en France : décodage d'une radiographie manipulée », Terra Nova revient d'abord sur l'idée que les étrangers non européens seraient trop peu intégrés au marché du travail. L'OID, citant *« des données mises à disposition par l'Insee* [Institut national de la statistique et des études économiques] *»*, indique que *« seuls 63 % des immigrés de 15 à 64 ans occupent effectivement un emploi, contre 69 % de la population générale et 71,5 % des personnes sans ascendance migratoire »*.

Terra Nova reproche à l'OID de fonder son raisonnement sur une photographie statique du taux d'emploi, et d'invisibiliser la contribution récente des étrangers non européens à la création d'emplois. Entre 2021 et 2023, les étrangers non européens (4 % de l'emploi total en 2021) ont en effet représenté 35,5 % de la hausse de l'emploi en France métropolitaine, révèle le groupe de réflexion. Les ressortissants africains ont, à eux seuls, représenté près de 28 % de cette croissance, alors qu'ils ne constituaient qu'une faible part de l'emploi total (2,8 % en 2021). Dans le détail, la croissance nette de l'emploi entre 2021 et 2023 en France métropolitaine (hors élèves, étudiants et retraités) a concerné 774 000 personnes, dont 274 000 étrangers non européens – et, parmi eux, 218 000 Africains – et 441 000 Français de naissance, précise au *Monde* l'auteur du rapport de Terra Nova.

Selon le cercle de réflexion progressiste, cette contribution a été très significative parmi les personnes en âge de « forte activité » et a soutenu la croissance économique française, alors que, dans une France confrontée au vieillissement, la contribution des Français de naissance dans la même tranche d'âge a été quasiment nulle. *« Sans la contribution des ressortissants non européens, la croissance annuelle de l'économie française aurait été inférieure de 0,5 point de pourcentage au cours de cette période »*, estime l'étude.

Les métiers en tension

Un autre différend porte sur la méthodologie de l'OID. Terra Nova ne conteste pas que le taux d'emploi des étrangers non européens soit inférieur à celui des Français de naissance, mais affirme que cet écart est limité et que l'OID, en excluant les retraités de son calcul, *« améliore mécaniquement le taux d'emploi apparent des Français de naissance »*, car la population immigrée est plus jeune. Pour l'auteur du rapport de Terra Nova, la différence du taux d'emploi entre immigrés et Français de naissance s'explique par la plus faible intégration au marché du travail des femmes ressortissantes du Maghreb, de Turquie et du Moyen-Orient, probablement dû à la plus forte prévalence du modèle du ménage à revenu unique dans ces populations. *« Par contre, le taux d'emploi des ressortissantes d'autres nationalités d'Afrique, d'autres nationalités d'Asie, d'Amérique et d'Océanie est supérieur à celui des Françaises de naissance »*, souligne-t-il.

Le troisième grief porte sur les métiers en tension (employés de restauration, ouvriers peu qualifiés du bâtiment et de l'agriculture…). L'OID reconnaît que les personnes nées à l'étranger *« sont surreprésentées dans ces professions »*, tout en mettant

en avant un déséquilibre *« significatif »* entre l'Ile-de-France et le reste du pays. Et *« 59 % des ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment en Ile-de-France sont étrangers de naissance, contre 19 % ailleurs »*, note l'OID, regrettant une *« vision parfois déformée sur ce sujet »* qui conduit certains responsables *« à considérer que "l'immigration de travail" serait la seule solution pour pallier* [les] *besoins en recrutement de ces métiers »*.

La note de Terra Nova rétorque que *« pour savoir si un groupe est sous-représenté ou surreprésenté dans un métier, il ne suffit pas de regarder sa part dans cette profession. Il faut la comparer à son poids dans la population de référence »*. Or, selon ses chiffres, en région, les étrangers non européens ne représentent que 4,5 % de la population en âge de travailler et sont donc surreprésentés dans les métiers en tension.